



édito

Réforme des retraites : et maintenant ?



Le texte sur la réforme des retraites a terminé son parcours législatif et le Président de la République a promulgué la loi. En revenant rapidement sur les faits, pour

garder notre système par répartition auquel nous croyons, les scénarios étaient limités :

1. Augmenter les impôts ou les cotisations sociales des Français,
2. Diminuer les pensions de nos retraités,
3. Travailler plus longtemps tout en prenant mieux en compte les carrières longues et la pénibilité au travail.

La dernière solution est sans doute loin d'être la pire et aucun gouvernement, de droite comme de gauche, ne reviendra sur cette réforme. C'est le principe simple de réalité.

Une fois cela dit, **le deuxième quinquennat d'Emmanuel Macron ne fait que commencer et nous devons avancer pour continuer la transformation de notre pays.**

La réforme des retraites a soulevé de nombreux débats. Ces derniers n'ont malheureusement pas pu se tenir à cause de l'obstruction parlementaire de certaines oppositions. L'emploi des seniors, le bien être au travail ne peuvent pas rester sans réponse.

100 jours, c'est le temps donné par le Président pour avoir des résultats et répondre aux interrogations. C'est un défi collectif auquel nous devons tous s'emparer.

Travail, Justice et Démocratie, Mieux-Vivre : 3 priorités qui doivent permettre au pays de retrouver de l'apaisement et à chacun de retrouver son esprit de responsabilité.

En confiance,
Alexis BLONDEAU et toute l'équipe

Tableau de bord

LES BONNES NOUVELLES DU PRINTEMPS. Afin de compenser en partie l'inflation, plusieurs prestations sociales sont revalorisées depuis le 1er avril : l'allocation chômage augmente de 1,9%, le RSA (soit 607 euros pour une personne seule) et la prime d'activité de 5,6% (qui atteint désormais 595 euros pour 4,6 millions de bénéficiaires), les allocations familiales de 1,6% après 4% en juillet. Les allocations adultes handicapés et d'éducation pour enfant handicapé ainsi que la prime de naissance augmentent également. Depuis le 21 avril, 5,8 millions de ménages peuvent toucher le chèque énergie. Enfin, au 1er mai, le SMIC est revalorisé d'un peu plus de 2%. Il est porté à 1 747 bruts par mois, soit une hausse de près de 38 euros.

LES ENSEIGNANTS AUGMENTÉS. Dès la rentrée scolaire, une rémunération supplémentaire de 100 à 230 euros nets mensuels sera applicable à tous. Aucun enseignant ne percevra moins de 2000 euros nets, quel que soit son ancienneté. Ceux qui accepteront de nouvelles missions dans le cadre du suivi des élèves pourront toucher jusqu'à 500 euros de plus.

GAZ A EFFET DE SERRE EN BAISSÉ. En 2022, les rejets carbonés (GES, gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique) ont repris leur trajectoire à la baisse en France : -2,5% par rapport à 2021 où ils avaient connu un effet rebond post Covid de + 6,4%. Ils sont nettement inférieurs aux niveaux de 2018 et 2019, avant le Covid. Les secteurs ayant le plus reculé sont ceux du résidentiel/tertiaire ainsi que l'industrie et l'agriculture grâce à une forte réduction de la consommation d'énergies fossiles. Néanmoins, les GES continuent d'augmenter dans la production énergétique à la suite d'une moindre utilisation du parc nucléaire de même que dans les transports, principal secteur émetteur. La baisse relève à la fois de conditions climatiques favorables et du plan de sobriété mis en œuvre par le gouvernement. Pour atteindre les objectifs de neutralité carbone en 2050, le rythme de diminution des GES devrait doubler, au rythme de 5% par an, selon le Haut Conseil pour le climat.

HAUSSE DES BOURSES ÉTUDIANTES. À la rentrée 2023, le barème d'éligibilité des bourses sera rehaussé de 6%. Cette évolution, la première depuis 2013, permettra d'intégrer 35 000 boursiers supplémentaires et d'en faire passer 140 000 autres à l'échelon supérieur, soit une hausse de près de 20% du budget consacré aux boursiers sur critères sociaux.

ACCÉLÉRATION DU NUCLÉAIRE. Nouveau succès pour la stratégie de construction de majorité autour de projets : des dispositions pour la relance du nucléaire ont été adoptées à une large majorité par le Parlement après le vote positif intervenu sur le développement des énergies renouvelables. Cela se traduira par la construction de six nouveaux réacteurs EPR 2, le lancement d'études pour huit autres et la simplification des démarches administratives pour l'électrification de la consommation énergétique à la place des énergies fossiles.

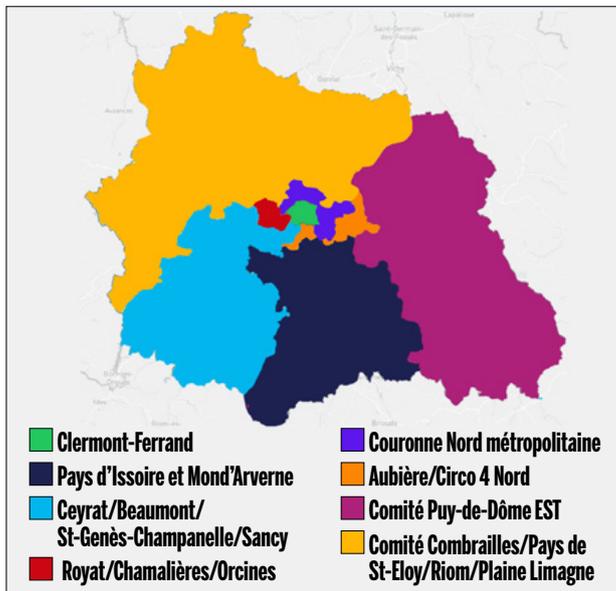
... en bref ... **Le bouclier tarifaire sur l'électricité** est prolongé de deux ans, jusqu'en 2025... **Délais administratifs raccourcis** pour le renouvellement des cartes d'identité ou des permis de conduire... **L'outrage sexiste et sexuel** devient un véritable délit et non plus une simple contravention... L'Assemblée nationale a adopté un projet de loi de Renaissance pour faciliter le passage du **permis de conduire** en réduisant son coût... Selon l'Insee, **l'emploi salarié dans le secteur privé** a augmenté de 337 100 emplois en 2022, portant le total à plus de 21 millions... Depuis janvier, **les logements les plus énergivores** ne peuvent plus être loués et ils seront désormais soumis à l'obligation de réaliser un audit énergétique avant d'être vendus... La nouvelle **loi de programmation militaire** pour la période 2024-2030 prévoit un budget de 413 milliards d'euros, soit un montant supérieur de 100 milliards d'euros par rapport à la loi précédente... En un an, le **Contrat d'engagement jeune** pour accéder à un emploi durable a bénéficié à 300 000 personnes...

Les Comités locaux, OUTIL D'ANCRAGE TERRITORIAL



En 2016, c'est à travers les premiers Comités locaux d'En Marche que notre mouvement a vu le jour et que le programme présidentiel a été bâti. Aujourd'hui, les Comités locaux du parti sont appelés à devenir le socle du développement de Renaissance afin d'incarner notre implantation dans le département. Il s'agit donc d'un nouvel outil dont les adhérents peuvent se saisir, une structure qu'ils peuvent investir en disposant d'une large autonomie dans leur animation et leur action.

Dans le Puy-de-Dôme, nous avons pour le moment huit comités locaux. Ils sont appelés à se multiplier.



Selon leur lieu d'habitation, les adhérents ont la possibilité de s'engager en leur sein de différentes manières. Les objectifs sont les suivants :

- ▶ **Faire des remontées de terrain.** Avec le gouvernement, avec nos élus nationaux ou locaux, avec le Bureau départemental, le dialogue doit être constant. Les adhérents pourront, de façon constante, faire remonter leurs remarques, leurs attentes et leurs alertes.
- ▶ **Préparer les élections locales.** Cette préparation doit se faire dès maintenant au sein des Comités avec l'identification des candidats, le travail de fond sur les sujets locaux, la participation au débat local.
- ▶ **Rencontrer des experts, des associations, des acteurs locaux.** Le Comité local offre la possibilité à ses adhérents de se former et de constituer un réseau de proximité sur les problématiques du territoire.
- ▶ **Devenir force de propositions.** Les comités locaux auront toutes les clés en main pour faire leurs propres propositions au niveau local, départemental, régional et national. Une coordination entre les animateurs et le bureau départemental sera mise en place.

Au cœur des comités locaux RENCONTRE



PATRICK DEROSSIS
RETRAITÉ MICHELIN

« Nous fabriquons du collectif »

Tu es un des animateurs du Comité local de Ceyrat-Beaumont-Saint Genès Champanelle qui existe depuis 2020, avec une quarantaine d'adhérents. À quoi attribuer cette longévité ?

PATRICK DEROSSIS : À notre volonté de faire de la politique autrement. Nous cherchons systématiquement à embarquer les gens, nous les respectons, nous n'excluons aucune bonne volonté, nous fabriquons du collectif. Le comité compte autant de sympathisants que d'adhérents à Renaissance.

Ça se marque comment ?

PD : D'abord en prenant du temps pour préparer les réunions et entretenir les contacts, en faisant émerger des co-leaders, des co-animateurs, en fonctionnant en équipe, en fournissant systématiquement des comptes rendus de réunion écrits et détaillés. Ensuite en évitant les querelles stériles, en cherchant toujours à rassembler au-delà des clivages. Nous avons un souci permanent de convivialité. Pour être motivés, c'est indispensable que les gens se sentent bien, partagent un pot par exemple. Enfin, nous cherchons à structurer les réunions autour de sujets dont chacun peut s'emparer, dans l'actualité par exemple ou lors des échéances électorales et en supportant les activités de notre députée, Laurence Vichnievsky. Fédérer les énergies pour enrichir nos connaissances et agir ensemble, voilà notre ligne de conduite.

Pas toujours facile ?

PD : Non. C'est toujours fragile. Faut se bouger les fesses, y compris en faisant du phoning. Mais la réussite c'est quand un nouveau nous dit à la fin d'une réunion : « c'était bien, je reviendrai ».

Dirais-tu que les Comités locaux sont des outils indispensables pour l'ancrage local ?

PD : Absolument mais Renaissance doit dépasser son tropisme parisien. Le parti doit encore mieux comprendre que son avenir est dans la décentralisation, mieux nous reconnaître, mieux nous aider.



Portrait d'élus



SYLVERIN KEMMOE,
ADJOINT AUX FINANCES
À GERZAT.

La rigueur financière au service du bien commun

À 49 ans, Sylvérin Kemmoe n'a pas grand-chose à craindre de l'intelligence artificielle. Il a un savoir-faire et des compétences irremplaçables, arrachées à la force du cerveau.

Arrivé en France « avec la Coupe du monde en 98 », naturalisé dans la foulée, ce natif du Cameroun féru de culture française - « À Yaoundé puis au Maroc où je menais des études de maths

supérieures et spéciales, j'étais un accroc de Brassens » - intègre l'Ecole d'ingénieurs en informatique des Cézeaux après avoir été admis au concours d'entrée des grandes écoles françaises puis passé son doctorat en informatique et logistique. Parcours brillant, intégration réussie, sans accroc, qu'il ne doit qu'à lui-même. Il participe à la mise en place du nouveau CHU d'Estaing, rejoint la direction de GDF-Suez, puis intègre l'Université de Clermont Auvergne comme maître de conférences où, à l'IAE de management, il assure toujours deux formations. « En 25 ans, je n'ai eu qu'un problème : le climat. Ici, il fait froid. »

À Gerzat où il demeure, il est élu en 2020 au conseil municipal sur une liste sans étiquette et devient le troisième adjoint, chargé des finances de la ville de 10 500 habitants, gérant un budget de 16 millions d'euros. « Ça marche bien, nos finances ont augmenté de trois millions, on se désendette vite, on mène de grands projets : une maison France Services, l'aménagement de la rue principale, l'extension de la cuisine centrale pour les groupes scolaires et le foyer des personnes âgées, la construction d'un Territoire zéro chômeur. » Ce qui lui plaît le plus ? Être, en tant que responsable aux finances, au carrefour des arbitrages et des partenariats. « Tout le monde vient me voir pour chercher des sous », rigole-t-il. Un seul souci : l'intérêt général. Coté familial aussi, le parcours est impeccable. Marié en 2005 avec une femme d'origine congolaise, il a trois enfants dont il n'est pas peu fier. L'ainé, Ruben, passe pour un des espoirs de l'ASM-rugby et Sylvérin accompagne avec satisfaction le futur champion. Toujours tendu vers le meilleur. Pour lui comme pour les autres. Pas plus que la famille, la politique ne laisse le bonhomme indifférent. Dès son arrivée en France, il adhère au Parti socialiste. « Et puis, il y a eu le phénomène Macron. Je n'ai pas hésité et j'ai rejoint le projet du président qui a été toujours le mien : liberté et ouverture. » Sylvérin ne s'affiche pas pour autant comme un fan aveugle. « J'ai parfois des réserves. Je regrette par exemple que le gouvernement ne soit pas allé jusqu'au bout sur la retraite universelle ou qu'il ne montre pas plus de spécificité en politique internationale ».

Mais pas de soucis. « L'aventure continue ». Pour le bien commun, à Gerzat, à Renaissance comme dans tout le pays.



Pourquoi j'ai adhéré à Renaissance ?

DOMINIQUE MANSARE,
ANCIEN BOXEUR PROFESSIONNEL.
SÉLECTIONNÉ AUX JEUX OLYMPIQUES D'ATLANTA.

« Si j'ai intégré le parti Renaissance, c'est pour pouvoir amener une pierre nouvelle à l'édifice en rejoignant cette belle équipe en marche.

Si je peux, avec mes petits moyens, faire bouger les choses avec l'aide de toute l'équipe, on pourrait améliorer le quotidien de chacun dans tous les domaines.

Il m'arrive au quotidien d'avoir des idées, sans savoir à qui les soumettre et Renaissance, pour moi, est un bon parti pour pouvoir m'exprimer et exposer mes idées à toute l'équipe.



Avec l'aide de l'association UAid63, la ville de Pont-du-Château a accueilli une délégation de la ville de Terebovlya (Ukraine) afin d'organiser un

partenariat entre les deux communes. Le parti Renaissance a été invité à cet événement suite à son intervention, avec l'association UAid63, pour accueillir dans notre département un soldat ukrainien ayant besoin de soins médicaux. Un échange enrichissant avec le Maire Oleh PRODAN de Terebovlya sur le rôle indispensable de la France pour soutenir le peuple ukrainien.



Le samedi 15 avril 2023 a eu lieu le premier Conseil National de Renaissance. Alexis BLONDEAU et Karina MONNET ont représenté

le Puy-de-Dôme. Cinq contributions ont été mises en débat, en plus de la contribution du Bureau exécutif. Toutes ont été adoptées avec une très large majorité (>90%). Karina est intervenue dans le débat sur la contribution «Renouer avec notre projet originel d'émancipation des individus». Alexis, en tant que Président d'Assemblée Départementale, était cosignataire des contributions sur la Fin de Vie, avec Brigitte Bourguignon, et sur la valeur Travail.



Une dizaine d'adhérents Renaissance s'est rendu à la convention régionale du Modem en présence de la députée Delphine Lingemann. Le Ministre Jean-Noël

Barrot est intervenu en visio sur le travail du gouvernement sur les questions numériques et les défis qui attendent la France et Europe sur ces questions. Delphine Lingemann, en tant que Députée mais aussi Présidente du groupe d'amitié France / Moldavie, nous a présenté les premières conclusions de son rapport parlementaire suite à son voyage en Moldavie.

Retraites : les adhérents s'interrogent



Mercredi 15 mars, le Bureau départemental a invité les adhérents de Renaissance 63 à venir débattre librement de la situation politique à laquelle la réforme des retraites confronte le

gouvernement. Malaise palpable. Echanges francs. Si personne ne remet en question la nécessité « démographique » de l'allongement de la durée du temps de travail pour préserver le système par répartition, les interrogations sont nombreuses : mise en œuvre du 49.3, cafouillages de communication, opportunité ou pas d'une pause, hystérie anti-Macron, ambiguïtés des oppositions... Chacun a pu vider son sac tout en réaffirmant son attachement à poursuivre l'agenda des réformes pour libérer et protéger les Français, dans le respect des procédures démocratiques et quelles que soient les difficultés.

Cap sur l'avenir !

Un programme en quatre axes pour relancer l'agenda des réformes et poursuivre la transformation de la France.

Alors que la nécessité de la réforme des retraites reste un abcès de fixation dans l'opinion et que la personne d'Emmanuel Macron fait l'objet d'une polarisation accrue, la première ministre Elisabeth Borne a dévoilé la feuille de route du gouvernement pour les prochains mois.

La méthode reste la même : construire, lois après lois, textes après textes, des majorités d'idées autour de projets conformes à l'intérêt général des Français.

L'objectif consiste toujours à parvenir à améliorer le quotidien des Français - innover, protéger, rassembler - pour mieux préparer l'avenir et répondre aux enjeux. Il doit se déployer dans quatre directions prioritaires (lire ci-dessous).

Un bilan d'étape aura lieu dans trois mois, vers le 14 juillet, puis à la rentrée d'automne.

▶ Travail, plein emploi et réindustrialisation



• **Pouvoir d'achat** avec maintien du bouclier tarifaire, évaluation du panier anti-inflation, négociations dans les branches pour la revalorisation des salaires, redistribution du partage de la valeur entre travailleurs et capital dans les entreprises de plus de 11 salariés.

• **Agenda social** en proposant aux organisations syndicales et patronales de négocier un « nouveau pacte pour la vie du travail ».

• **France Travail.** En juin, projet de loi pour transformer Pôle emploi en France Travail pour permettre un meilleur accompagnement des chômeurs, réformes de l'orientation en lycée professionnel.

▶ Planification de la transition écologique



• **Accélération de la planification écologique.** Un plan sera présenté dans les trois prochains mois pour accélérer la transition écologique dans tous les secteurs et à tous les niveaux, en particulier sur l'eau et l'énergie. Une proposition de loi, déjà votée par le Sénat, sur une nouvelle gestion des forêts sera proposée à l'Assemblée nationale le 15 mai.

• **Miser sur le ferroviaire.** « Nouvelle donne ferroviaire » avec la multiplication de projets de RER dans les grandes villes.

• **Véhicules électriques.** Présentation dès l'automne d'une offre de véhicules propres à prix accessible dans le but de décarboner les transports du quotidien.

• **Une loi « industrie verte ».** Elle sera présentée en mai. Ensuite, au cours du mois de juin, un projet de loi « énergie climat » proposera une vision d'ensemble de la politique énergétique et environnementale du gouvernement.

▶ Société de progrès et services publics



• **Plus d'infirmier(e)s formé(e)s.** A la rentrée, 2 000 places supplémentaires seront ouvertes dans les instituts de formations d'infirmiers et 6 000 assistants médicaux vont être recrutés pour soulager les médecins généralistes.

• **Désengorger les urgences.** En juin, le Parlement débattera d'une proposition de loi sur la santé et les

territoires pour généraliser les services d'accès aux soins et trouver des solutions pour désengorger les urgences grâce au 15.

• **Remplacer les profs au pied levé.** A partir de la rentrée 2023, les remplacements de courte durée seront effectués au sein même de l'établissement. Généralisation en primaire des sessions de soutien en français et en mathématiques. La hausse de rémunération des professeurs pourra atteindre jusqu'à 500 euros par mois.

• **Achats de logements neufs.** Le gouvernement va mobiliser la Caisse des Dépôts pour acheter des logements neufs qui ont dû mal à trouver preneur.

▶ Justice et ordre républicain



• **Le projet de loi immigration reporté.** « Il n'existe pas de majorité pour voter un tel texte » a précisé la première ministre qui a pu le vérifier en échangeant avec les responsables des Républicains. Un texte sera malgré tout présenté à l'automne.

• **Une « border force » à la frontière**

italienne. Mobilisation d'une nouvelle force à la frontière italienne. 150 policiers et gendarmes supplémentaires, début mai.

• **Accélérer la justice.** Projet de loi dès le mois de juin pour recruter 10 000 personnels supplémentaires, magistrats et greffiers.

• **Plan anti-fraude.** Face à la fraude fiscale et sociale, présentation d'un « plan fraude » avec notamment des contrôles plus ciblés dans le cadre de l'évasion fiscale.



Renaissance - Puy-de-Dôme organise sa deuxième agora le vendredi 12 mai à 18h30 Maison des Associations, rue Léon Blum, Gerzat. Cela sera l'occasion de discuter notamment, au sein de la majorité présidentielle, de la feuille de route présentée par Elisabeth Borne pour les mois à venir.

Composition du bureau départemental

Alexis Blondeau
Président
Rénatie Lepaysan
Secrétaire Générale
Laure Bordes
Trésorière
Karina Monnet
Responsable élus
Conseil National

COMMUNICATION EVÈNEMENTS
Christophe Bonicel
Coordinateur
Léa Engamba
Valérie Iker
Alexandra Ford
Jean-Paul Besset
Joël Brandely
Éric Faidy

TERRITOIRES
Karine Legrand
Coordinatrice
Valérie Thomas
Dominique Giron
Pascaline Bidoung
Olivier Morel
Stéphane Bayle
Geoffrey Dutour
Nicolas Deligand

WEB / RESEAUX SOCIAUX

facebook.com/
RenaissancePuyDeDome
 twitter.com/Renaissance63_
 parti-renaissance.fr

CONTACT MAIL

puy-de-dome@parti-renaissance.fr

Commission ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES **Pascaline Bidoung**
Commission EUROPE **Annette Dumas**
Commission GRAND ÂGE **Geoffrey Dutour**